



SOMMAIRE

Edito, **page 2**

L'engagement d'ASF
auprès des populations
exclues à Barcelone

Entretien par Manon Kayser, **page 3**
« Cette expérience m'a réconciliée
avec la profession d'architecte »

Barcelone : ville modèle ?, **page 5**

Chronique d'un mouvement de
résistance urbaine à Barcelone :
Le « Forat de la Vergonya », **page 6**

Un autre regard sur la ville de
Barcelone : cycle de conférences
« Repensar Barcelona
recuperar la ciudad », **page 8**

Barcelone l'été : Rooms and flats for
rent (for tourist only), **page 10**

Carnet de route

Les initiatives contre l'exclusion urbaine à Barcelone

Elisa Chandèze
Promotion 2
février – juillet

l'école des métiers de l'information . cfd

Edito

L'engagement d'ASF auprès des populations exclues à Barcelone

Association créée en 1992 à Barcelone à partir des statuts de son homologue française *Architectes Sans Frontières*, ASF Espagne fait intervenir des spécialistes de l'architecture, de l'environnement et de l'urbanisme qu'elle met au service des populations nécessiteuses.

ASF Catalogne est l'une des dix antennes régionales dont s'est dotée l'association depuis sa fondation.

Impliquée dans des projets de développement sur le tiers-monde (Afrique, Amérique du Sud, Amérique Centrale, Caraïbes), elle est aussi l'une des seules à disposer d'une section quart-monde, par ailleurs très active.

Ce n'est pas un hasard si la date de fondation de l'association coïncide avec célébration Jeux Olympique à Barcelone en 1992. Les grands chantiers de modernisation de la ville pour l'accueil des Jeux avaient à peine commencé que déjà apparaissaient les premières victimes. Expulsions, démolitions, exclusions... la grandeur des projets vaut bien quelques petits sacrifiés !

C'est pourtant contre ces injustices du quotidien qu'ASF Catalogne se bat sans relâche, pour que tous puissent bénéficier des mêmes droits dans la ville et pour que puisse s'exprimer la voix de tous. Son principal cheval de bataille : le droit à un logement décent pour tous, sans discrimination.

Il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la résorption de logements insalubres. Combien de personnes vivent encore dans des taudis

sans eau, sans électricité, sans intimité dans des logements trop petits ? Combien de personnes subissent chaque jour des pressions pour abandonner leur logement et laisser libre cour au marché spéculatif ?

Pour améliorer les conditions d'habitat et pour éviter les expulsions abusives, ASF intervient pour conseiller les habitants et effectuer des diagnostics techniques, qui serviront bien souvent comme seul moyen de pression face à des propriétaires et promoteurs peu scrupuleux.

Handicapés, personnes âgées, jeunes, immigrés, sont quelques uns des profils les plus fragiles auprès desquels ASF intervient tous les jours pour lutter contre les risques d'exclusion.

Loin de mener sa bataille en solitaire et de se limiter à une simple assistance ponctuelle, ASF entretient des partenariats avec différentes associations dont elle soutient les initiatives sociales et mène avec elles différentes actions de sensibilisation, afin d'informer et d'encourager la participation des habitants dans les projets et garantir une durabilité dans son action.



Manifestation 2004 de la Plate-forme contre la spéculation à Barcelone (archives ASF)

Entretien par Manon Kayser

« Cette expérience m'a réconciliée avec la profession d'architecte ! »

Jeune architecte diplômée en 2004, Elisa Chandeze vient de connaître sa première expérience du milieu associatif. Après avoir passé quatre mois dans la section Quart Monde d'Architectes sans Frontières à Barcelone, elle nous raconte comment cette immersion lui a permis d'avoir une nouvelle vision de son métier.

C'était ta première expérience dans le milieu associatif, comment s'est elle déroulée?

J'ai eu la chance d'être vraiment accueillie au sein d'une structure associative, et d'avoir été considérée comme un membre actif à part entière. J'étais en relation directe et constante avec la directrice de la section Quart Monde, ainsi qu'avec les autres volontaires. Comme j'allais tous les jours dans les locaux de l'association, j'ai découvert son fonctionnement dans son intégralité, et j'ai pris part à de nombreuses activités quotidiennes, mis à part celles de la section Tiers Monde, que j'ai très peu fréquentée.

Quel était ton rôle au sein de cette association ?

J'étais une « volontaire permanente », et je secondais la responsable Quart Monde, la seule salariée permanente de la section, dans la gestion des

activités. Il n'y avait pas vraiment d'emploi du temps quotidien, tout se passait au jour le jour : un jour on effectuait des visites de diagnostic, le lendemain, on écrivait des rapports, ensuite on organisait et participait à des réunions... Du coup, les horaires étaient aussi très variables, les réunions se passant beaucoup le soir, il faut s'adapter aux contraintes de ceux qui travaillent ailleurs.

En quoi consistent les visites de diagnostic ?

Quand des personnes en situation précaire sont menacées d'expulsions, vivent dans des habitats insalubres ou sont en conflit avec les propriétaires, ils ont besoin d'expertises de techniciens du bâtiment pour évaluer l'état des lieux et les pathologies de l'édifice. ASF intervient alors, souvent pour montrer que les démolitions – et donc les expulsions – ne sont pas obligatoires et que des travaux sont possibles et moins coûteux. L'association peut aussi faire des plans d'évaluations de ces travaux et des devis pour aider les habitants à faire des demandes de subventions. Les particuliers ne peuvent pas solliciter directement l'aide de ASF, car parfois ils prennent l'association pour un cabinet d'architecture gratuit. Les personnes en situations vraiment précaires sont mises en relations avec nous par les assistantes sociales, des associations types de quartier ou des organisations comme les *Caritas* – le secours catholique – ou les *Okupas* – mouvement d'occupation engagé dans le droit au logement.

L'expérience était elle aussi enrichissante du point de vue personnel que professionnel ?

Oui, professionnellement j'ai appris à faire ces fameux diagnostics techniques, et donc à évaluer l'état d'un bâtiment. J'ai également acquis des connaissances sur les démarches juridiques et les questions de droit au logement. Mais j'ai aussi rencontré des gens en situation de précarité avec lesquels je pouvais prendre le temps de discuter. Ils avaient envie de parler, de se confier. Ils trouvaient en nous un soutien technique mais aussi personnel, on leur expliquait la réalité de leur situation, ce qui pouvait se passer s'ils se laissaient expulser, comment ils pouvaient résister et quels étaient leurs droits. J'ai découvert aussi énormément d'associations et d'initiatives dont je n'avais aucune idée avant. L'Espagne m'a paru être un pays plus actif au niveau de l'engagement et la participation des habitants qu'en France, où les choses me semblent être plus institutionnalisées. Mais j'avoue que je ne connais pas bien le milieu associatif français.

Est ce que cette expérience espagnole t'a donné envie de voir comment ça se passe en France ?

Au départ je pensais que la coopération impliquait de partir à l'étranger, et plus encore dans un pays en voie de développement. Je me suis aperçu qu'il y a aussi beaucoup à faire chez nous, et que l'engagement social et solidaire ne veut pas forcément dire partir loin. Finalement on rentre beaucoup plus facilement dans le contexte et l'on s'adapte plus rapidement au terrain quand on est chez soi ; il y a moins de distances avec la problématique

traitée. Maintenant que je suis à Paris, je veux aller à la rencontre des associations travaillant sur les thématiques que j'ai découvertes en Espagne et voir comment je peux m'engager, essayer d'apporter quelque chose.

Tu n'as donc plus envie de partir à l'étranger, notamment en Amérique Latine comme tu souhaitais le faire avant de partir?

Ça m'intéresse toujours bien sûr, mais j'ai plus de recul, je ne regrette pas d'avoir commencé par m'investir sur la thématique du Quart Monde. Je pense que ça aurait été beaucoup plus difficile de commencer par une expérience de terrain dans le Tiers Monde, et je ne suis pas sûre que j'en aurais été capable à ce moment-là. Maintenant, après cette expérience à Barcelone, je me sens justement plus libre et surtout plus capable de repartir sur le terrain n'importe où quand l'occasion se présentera. Mais je ne me focalise pas sur l'étranger, et en attendant l'occasion, je veux rester réaliste et continuer à gagner de l'expérience ici en m'investissant dans des projets sociaux et dans le volontariat associatif local.

Cette expérience t'a donc vraiment permis de trouver ta voie dans le milieu de l'architecture...

J'avais déjà des idées de ce que je voulais faire avant mais cette expérience justifie encore plus mes choix. C'est vrai qu'avant je voyais l'architecte essentiellement comme un maître d'œuvre. J'ai découvert que c'était beaucoup plus que ça, qu'il y a toute une dimension sociale. Ça m'a réconcilié avec la profession

28 mars 2005

Barcelone : ville modèle ?

Barcelone : ville d'art et de culture, une référence pour tout architecte et urbaniste. Sa renommée internationale est en grande partie méritée, il faut bien l'admettre. Oui mais...

La ville est aussi faite de grandes et petites histoires, de grands personnages et de petites gens dont personne ne parle mais qui "vivent" la ville au quotidien, ont fait leur vie dans un quartier, survivent tant bien que mal dans des logements vétustes devenus plus ou moins insalubres, vivent de modestes pensions de vieillesse ou d'invalidité, de petits boulots précaires pas toujours déclarés...

Les pelleteuses s'activent, les expulsions se multiplient dans la Ciutat Vella et autres quartiers populaires de la ville. La version officielle pour justifier ces destructions massives : la rénovation du centre historique. Le projet ne peut qu'être louable puisque la communauté européenne le subventionne à travers un fond de cohésion. Certes, on fait appel aux meilleurs architectes pour la conception de nouveaux équipements et espaces publics à l'intérieur de ces quartiers ; les publications, d'ailleurs, ne manquent pas qui louent la modernité et l'ingéniosité d'oeuvres comme le nouveau marché de Santa Caterina par Enric Miralles et Benedetta Tagliabue.

Mais à qui vont profiter ces nouveaux espaces publics, ces hôtels, ces équipements flambant neufs ?

Aux promoteurs et spéculateurs avisés en premier lieu, aux touristes peut-être, et à quelques autres privilégiés ayant les moyens d'acheter ou de louer dans ces anciens quartiers populaires devenus hors de prix pour la plupart des bourses et en particulier pour les anciens locataires. Les plus chanceux d'entre eux seront peut-être relogés dans un de ces logements sociaux de mauvaise qualité qui servent d'alibi social au gouvernement. La plupart devront quitter un quartier qui pour beaucoup d'entre eux représente toute leur vie et chercher plus loin un loyer plus décent. Pour les autres, pas de choix possible : ce sera la rue.

Pourquoi ce silence et cette indifférence ? Barcelone sera-t-elle toujours aussi séduisante demain, vidée d'une partie de son patrimoine historique et humain ?

Moderniser : oui, mais pas à n'importe quel prix. Soyons vigilants, Barcelone n'est pas la seule ville livrée aux mains des spéculateurs... Architectes, vous êtes prévenus.



Promotion 2 – juillet 2005

7 avril 2005

Chronique d'un mouvement de résistance urbaine à Barcelone : le « Forat de la Vergonya »



Tout commence en 2001 avec les premières démolitions dans le quartier de Santa Caterina, dans le centre historique de Barcelone.

La société promotrice PROCIVESA, mandatée par la municipalité convoite plusieurs îlots du quartier. En lieu et

place des immeubles "reliques" qui défient le temps tant bien que mal, elle souhaite construire un immense parking ainsi qu'un minuscule gymnase couvert pour faire bonne figure.

Les habitants du quartier protestent et s'approprient le terrain ainsi vidé de nombre de ses immeubles en plantant un petit sapin en son centre (geste symbolique pour les fêtes de Noël) et en organisant une grande fête à laquelle sont conviés tous les enfants du quartier ainsi que leurs parents et voisins.

En juillet 2002, les habitants présentent un contre-projet de jardin autogéré pour ce lieu désormais baptisé et connu sous le nom de "Forat de la Vergonya" ("le trou de la honte"), et en novembre ils organisent la plantation d'arbres, fleurs et arbustes pour appuyer leurs revendications.

Les premiers heurts violents avec l'entreprise promotrice et les forces de l'ordre ne se font pas attendre: les plants sont arrachés mais les habitants, tenaces, recommencent à planter le lendemain. De nombreuses associations des quartiers voisins, réunies au sein d'une plate-forme contre la spéculation, prennent également part à la lutte .

Les plants sont à nouveau arrachés et un mur est construit tout autour du terrain et surveillé par la police 24 heures sur 24 afin d'empêcher toute intrusion.

En décembre, la découverte de ruines archéologiques sur le site oblige cependant les deux parties à conclure une trêve temporaire.

À l'automne 2003, après de longs mois de conflit, la municipalité s'engage enfin à reprendre le dialogue et à reconsidérer le projet de parking.



Séance de jardinage au « Forat de la Vergonya »

...Fin de l'histoire?

Promotion 2 – juillet 2005

En 2004, les démolitions, un temps interrompues, reprennent de plus belle dans le quartier. Les habitants revendiquent alors la conservation d'un des derniers immeubles encore restant et proposent pour celui-ci un projet de réhabilitation en résidence publique pour les personnes âgées –nombreuses - du quartier.



La reprise des démolitions menace de nouveau l'avenir du « Forat »

Avril, mai, juin, les mois passent, les démolitions continuent, plus discrètement, mais sûrement. Chaque jour l'avenir du quartier et du jardin auto-géré est plus incertain. Les habitants un à un doivent partir ailleurs, obligés de s'effacer pour que continue de se développer la Barcelone « moderne » où les plus modestes n'ont pas leur place.

Bien qu'affaiblis et un moment désorganisés, le collectif *Forat de la Vergonya* et d'autres associations du quartier comme l'*Associacio de Veïns del Casc Antic* et *Veïns en Defensa de la Barcelona Vella* n'ont cependant pas dit leur dernier mot.

Entre temps, les forces se sont déjà dispersées, la plate-forme contre la spéculation s'est plus ou moins dissoute, chacun luttant désormais dans son coin. La mobilisation s'annonce difficile...

Début 2005, les habitants découvrent par hasard l'existence d'un nouveau projet d'aménagement avec maquette pour le « *Forat de la Vergonya*, » alors que la municipalité s'était auparavant compromise à s'engager dans un processus participatif en consultant les habitants du quartier. La partie concernée nie les faits contre toute évidence.

13 mai 2005

Un autre regard sur la ville de Barcelone: cycle de conférences “Repensar Barcelona-Recuperar la Ciutat”

Voilà près d'un mois et demi que chaque vendredi, et dans un lieu différent à chaque fois, sont organisées des journées de réflexion et débats sur la ville de Barcelone.

Ce cycle de conférences, organisé, entre autres, par l'association *Coordinadora Contra l'Especulació del Raval*, confronte différents angles de vue sur la ville en abordant différentes thématiques comme la participation des habitants dans les projets d'urbanisme, la ville comme espace culturel, l'écologie, le droit à la ville...

Historiens, urbanistes, architectes, associations d'habitants, anthropologues, artistes, économistes, avocats, collectifs « Okupa », sont quelques uns des intervenants conviés à exposer leurs différents points de vue sur Barcelone. Ces conférences “itinérantes” sont aussi l'occasion de découvrir différents lieux et quartiers de la ville, depuis ses « centres sociaux » alternatifs, locaux d'associations jusqu'à des lieux plus prestigieux comme les bureaux de l'Ordre des Architectes ou le Centre de Culture Contemporaine de Barcelone.

La conférence de vendredi dernier avait pour objet un quartier populaire à la périphérie de Barcelone, “Bon Pastor”, affecté par un nouveau plan local d'urbanisme.

Situé dans une zone industrielle, ce quartier fut à l'origine urbanisé dans les années 1920-1930 pour répondre à une demande urgente de logements pour les ouvriers et leurs familles, la plupart d'entre eux ayant immigré alors des régions pauvres du sud de l'Espagne pour travailler dans les usines de la région. L'urbanisation de ce secteur ouvrier se limitait alors à la construction en série de maisons bon marché d'un seul niveau, de surface modeste, et sans intégrer aucun équipement, car n'ayant au départ aucune vocation à durer.



*Vue partielle du
lôtissement
ouvrier de Bon
Pastor*

Passé l'an 2000, beaucoup de ces maisons sont encore debout. Commerces et équipements, écoles notamment, ont petit à petit poussé à l'intérieur de cette cité-dortoir pour lui donner vie. Les habitants les plus anciens, quasi-propriétaires car bénéficiant d'un contrat de location à vie, se sont au fil des ans approprié leur espace, personnalisant leurs façades à l'origine identiques, et effectuant des travaux d'intérieur, comme l'aménagement de

Promotion 2 – juillet 2005

salles-de-bains, pour rendre leur modeste logement plus confortable et adapté aux normes de vie modernes.

Aujourd'hui, un nouveau plan d'urbanisme prévoit la destruction de ces maisons jugées indignes et impropres à la fonction d'habitat selon les nouvelles normes d'habitabilité. En leur place doivent être construits de nouveaux immeubles de 5 ou 6 étages, sans que n'aient été prises en compte les conséquences sociales dramatiques qu'une telle transformation pourrait entraîner. La grande majorité des habitants de Bon Pastor est en effet constituée de personnes âgées, nées et ayant vécu toute leur vie au même endroit, ayant tissé pendant toutes ces années des relations sociales solides à l'intérieur du quartier et habituées à un certain mode de vie où la rue est vécue comme une extension naturelle de leur maison et où les relations de voisinage sont particulièrement développées. Par ailleurs, beaucoup ont investi énormément, financièrement et affectivement, dans l'entretien de leur logement.



La personnalisation des façades par les habitants permet d'atténuer l'uniformité et la monotonie de l'urbanisation de Bon Pastor

Malgré les réticences, près de 70 % des habitants du quartier se sont prononcés en faveur du projet à l'occasion d'un referendum organisé par la mairie. Une enquête parallèle réalisée par un anthropologue auprès des habitants, met cependant en avant le sentiment profond d'impuissance vécu par beaucoup, leur attachement sincère à leur cadre de vie, mais aussi leur crainte de paraître rétrogrades en voulant arrêter le temps à tout pris.

Cet exemple particulier permet d'ouvrir un débat plus large sur la notion de progrès et ses limites dans la planification urbaine. Doit-on sacrifier le bien-être social au nom du progrès et au nom d'un urbanisme où prime la rentabilité du sol? La planification urbaine doit-elle de fait privilégier une vision globale de la ville et de sa croissance ou peut-elle intégrer un certain degré de flexibilité lui permettant de mieux répondre à des situations particulières, sans porter préjudice à la logique de transformation et d'évolution de la cité?

Ces journées sont une occasion donnée à chacun de s'exprimer sur différents sujets ayant trait à son environnement et constituent une initiative intéressante et un contre-poids aux discours politiques officiels, peu nuancés, pour la promotion de la ville de Barcelone.

Une seule critique cependant, pourrait être adressée aux organisateurs de ces journées: ici encore, les intervenants ont été soigneusement sélectionnés à l'intérieur de milieux et mouvements partageant globalement une même vision. Leurs discours finalement ne font que circuler en milieu fermé auprès d'un public, certes plus "alternatif", mais relativement homogène, limitant la portée du débat et sa diffusion auprès d'un public plus large.

Pour plus d'information sur le programme de ces journées, consulter le site internet: <http://www.coordinadoraraval>

20 juin 2005

Barcelone l'été: Rooms and flats for rent (for tourists only!)

Passer l'été et se loger à Barcelone peut-être une agréable expérience ou un périple, selon que l'on est touriste ou que l'on y vit, et surtout, selon ses moyens financiers.

La période de juin à août à Barcelone représente en effet une véritable aubaine pour tous les apprentis spéculateurs qui ont un appartement, une chambre, un lit, et pourquoi pas bientôt aussi, un cagibi à louer (référence à un certain article qui circule sur le web, concernant un cagibi-appartement de 5m2 à Londres loué une fortune)!

J'ai lu vendredi dernier dans la version locale du périodique *Metro* que les prix des loyers à Barcelone avaient augmenté de 17% en un an. C'est beaucoup, mais dans de nombreux cas, bien en dessous de la réalité. Le périodique illustre son article en citant à titre d'exemple les prix moyens de location pour une superficie donnée en fonction des quartiers. Ainsi, le prix moyen cité comme référence pour un 64 m2 dans le centre ancien Ciutat Vella est de 599 euro.

Voici une petite anecdote que j'ai pu suivre de près et qui montre clairement la difficulté croissante de se loger à Barcelone.

Des connaissances à moi qui travaillent depuis deux ans dans la ville et vivent dans le quartier de la Barceloneta (district de Ciutat Vella) cherchent désespérément un appartement à louer depuis quelques mois, dans le même quartier si possible. Elles paient aujourd'hui 600 euro par mois pour un 30m2. A la date de leur entrée dans cet appartement, il y a un an, elles payaient 500 euro. Leur loyer a été augmenté par deux fois de 50 euro en

un an (soit une augmentation de 20%) sans qu'aucun travail n'ait été effectué entre-temps dans l'appartement.

Au mois de juillet elles devront libérer l'appartement pour que son propriétaire puisse multiplier son profit en louant celui-ci à la journée ou à la semaine à des touristes de passage. Tous les appartements de surface similaire qu'elles ont pu visiter jusque là dans le même secteur ne valent pas moins de 750 euro par mois, dans le meilleur, ou plutôt le pire des cas : appartement sombre à rez-de-chaussée, avec douche au dessus des toilettes ! Souvent la chambre ne dispose pas même de fenêtre ou ventilation...

De fait, il semble aujourd'hui qu'un 30 m2 loué 750 euro par mois soit une véritable affaire, et une faveur que nous fait son propriétaire qui pourrait tout aussi bien trouver preneur pour 50 ou 70 euro la journée, le critère de confort n'ayant pas le même poids lorsque l'on vient passer 3 jours de vacances avec le centre à proximité!

Un appartement de 60 m2 à 600 euro dans Ciutat Vella? Personnellement elles n'en ont encore vu aucun. Peut-être reste-t-il encore quelques chanceux ayant signé voilà quelques années un contrat de location 5 ans, ce qui les laisse théoriquement à l'abri d'une brusque hausse des loyers... jusqu'à péremption du contrat.

Peut-être que la location d'un appartement avec contrat "légal" et en passant par une agence offre plus de garanties... mais cette solution reste hors de portée de la majorité des ménages, jeunes qui viennent à peine d'entrer dans le monde du travail et à qui l'on demande d'entrée six mois d'aval bancaire, un ou deux mois de dépôt de garantie, plus un mois d'agence.

Promotion 2 – juillet 2005

Ajoutons à cela que le pourcentage officiel de logements en régime locatif est de 6% à peine, qu'à titre d'exemple, entre 1995 et 2000 les prix des loyers ont augmenté de 35,3% alors que dans le même temps les salaires n'ont augmenté que de 6,8%, que le salaire moyen d'un jeune travailleur est d'environ 785 euro par mois, et ne parlons pas des exclus, des personnes âgées seules, des familles en situation précaire...

Presque toutes les classes sociales sont désormais affectées par la hausse incontrôlée et excessive des prix du logement à Barcelone, au point que d'ici peu, pas un seul autochtone ne soit en mesure de d'assumer un loyer dans sa propre ville.

La défense de la langue catalane aura-t-elle encore du sens dans une ville vide de ses habitants et abandonnée aux touristes?